



Campagne pour l'annulation des dettes
et les réparations en Afrique australe
KEESA
c/o FEPA
Postfach 195
4005 Basel

circulaire No. 2

avril 2008

Chères Amies et chers Amis de la KEESA,

Par cette deuxième circulaire, la KEESA désire rendre compte du **vernissage qui a eu lieu à l'occasion de la publication du livre**, en version anglaise, présentant le rapport final des recherches sur les **relations de la Suisse avec l'Afrique du Sud** entre 1948 et 1994. Comme vous le savez, dès sa fondation en 1998, la KEESA s'est engagée par son travail de lobbying à mettre en lumière et à démontrer l'implication de la Suisse dans ce "unfinished business of apartheid". Par ses connaissances et par un travail de presse intensif elle a soutenu les interventions de Pia Hollenstein et des autres parlementaires. A travers de ses propres publications et commentaires, le groupe de recherches a accompagné, de façon critique, les recherches du fonds national. La KEESA a particulièrement insisté à ce que le rapport final soit traduit en anglais, afin qu'il puisse aussi être accessible et utilisé en Afrique du Sud même.

C'est pendant le mois de mars, le mois des Droits de l'Homme, que le rapport anglais a finalement été présenté aux partenaires de la KEESA ainsi qu'à un plus large public dans cinq villes sud-africaines. Le Professeur Georg Kreis, directeur du programme de recherches et président de la Commission suisse contre le racisme, a accompagné personnellement une délégation de la KEESA en Afrique du Sud où il a présenté les résultats des recherches lors de **conférences** organisées tant à Cape Town qu'à **Johannesburg**. Le vernissage pour la présentation officielle de l'ouvrage a eu lieu à un endroit rempli de symboles, le Constitution Hill, une ancienne prison, et a été organisé par le "Department of Political Studies" de l'Université du Witwatersrand, en collaboration avec la Commission sud-africaine des droits de l'homme et le Khulumani Support Group. De plus, le vernissage suivait un séminaire intitulé "The Right to Know the Truth" (le droit de connaître la vérité) où les résultats de l'étude Kreis et les démarches à entreprendre dans le futur furent discutés. L'économiste Mascha Madörin y présentait ses derniers travaux de recherche qui viennent d'être publiés sous le titre "Hedging Apartheid - an Untold Story" (Abriter l'apartheid - une histoire non révélée). Ces travaux traitent des conséquences financières désastreuses pour le nouveau gouvernement sud-africain dues aux crédits commerciaux.

Dans la **Ville du Cap**, un événement a été organisé par le Human Rights Media Centre (HRMC) et le Khulumani Support Group Western Cape. Les présentations des résultats fondamentaux des recherches par Georg Kreis, de même que les autres contributions des conférenciers sur le thème de la justice et les réparations furent traduites en langue Xhosa, afin d'en faciliter la compréhension à un public varié se composant avant tout d'académiciens, de représentant-e-s d'ONGs ainsi que de victimes de l'apartheid qui, toutes et tous, suivaient les présentations avec grand intérêt. La chaîne de la télévision nationale sud-africaine, la SABC, présentait pour l'occasion une interview avec Shirley Gunn, la directrice du HRMC.

D'autres conférences eurent également lieu, notamment à **Grahamstown** sous l'égide du Professeur Fred Hendricks, le préposé aux sciences des lettres de la Rhodes University; à **Pietermaritzburg** sous l'égide du Professeur Gerald West du Ujamaa Centre de l'Institut pour la religion et la théologie; au Centre for Civil Society de l'Université du **KwaZulu Natal** dirigé par le Professeur Patrick Bond. A côté de

Barbara Müller, la coordinatrice de la KEESA qui présentait les résultats du rapport Kreis, ce furent Vreni Schneider, théologienne, qui parla du rôle douteux qu'a joué l'église protestante de Suisse et Joe Elsener qui évoquait la position de l'église catholique pendant les années de l'apartheid.

Quelles furent les **réactions** déclenchées par le rapport? En premier lieu, beaucoup de personnes tenaient à remercier les chercheuses et chercheurs et la KEESA pour la vaste présentation devant permettre des enquêtes complémentaires du côté sud-africain. Et, avant tout, on fit remarquer qu'en Afrique du Sud aussi il faudra encore **déployer de grands efforts** pour que **son passé soit mis en lumière**. Beaucoup de commentaires se référaient au congrès tenu récemment par le Conseil National Africain, le parti au pouvoir, lors duquel beaucoup de sentiments de colère et de déception, causés par le manque de changements jusqu'ici, furent exprimés. Le débat public actuel autour de la découverte et de la diffusion d'une cassette vidéo raciste, produite par des étudiants blancs, montre également que ce lourd passé est encore omniprésent dans la vie quotidienne. Avec indignation, le public a pris connaissance du fait que le **Conseil fédéral** refuse jusqu'à présent de prendre position sur les résultats des recherches. Les organisations des droits humains présentes se réservent le droit d'entreprendre des interventions y relatives auprès des autorités suisses. En outre, Jody Kollapen, président de la Commission sud-africaine des droits de l'homme, s'exprimait en faveur d'une **conférence internationale** lors de laquelle la position d'autres états occidentaux par rapport au régime de l'apartheid devrait également être thématifiée. Une question récurrente fut celle de la responsabilité de l'économie privée. Le poète et chargé de cours, Dennis Brutus, faisait appel à la **solidarité avec les victimes de l'apartheid**: la société doit se sentir responsabilisée avec leur sort. George Dor de Jubilé Afrique du Sud faisait référence à la continuité de certaines attitudes dans la nouvelle société sud-africaine. L'appel du Président Thabo Mbeki et de nombreux autres, d'en finir avec le passé et de regarder vers le futur, fut considéré à l'unanimité comme au détriment du pays et allant dans une fausse direction. Dans sa conclusion lors du séminaire donné à Johannesburg, la Professeure Sheila Meintjes, exprimait sa conviction que celui-ci a créé une ouverture pour de **nouvelles alliances et plateformes**.

Par ailleurs, la visite de la KEESA en Afrique du Sud lui a permis de renouveler ou de renforcer les contacts avec de nombreuses organisations, individus, hommes et femmes, et institutions, et de mener d'importantes discussions concernant une collaboration future et des projets communs.

A cette occasion, nous voudrions remercier pour leur soutien financier et idéal l'Action de Carême, les Fachstellen OeME des Eglises Réformées Bern-Jura-Solothurn et de St-Gall. Nos remerciements cordiaux vont aussi au Professeur Kreis.

Nous vous remercions pour votre intérêt et vous prions de croire à nos salutations les meilleures.



Barbara Müller
Coordinatrice KEESA

Communications:

- **Procès Khulumani**

Les banques et entreprises contre lesquelles une plainte a été déposée ont fait recours contre la décision de la Cour d'appel des Etats-Unis qui avait infirmé le jugement en première instance. La décision qui doit maintenant se prendre incombera à la **Cour suprême**. Les plaignants ont de leur côté pris position sur ce recours en date du 27 mars. La date de ce jugement, qui doit uniquement décider de la recevabilité ou non de la plainte, n'est pas encore connue.

- **Micheline Calmy-Rey, Conseillère fédérale**

Par sa lettre datée du 21 janvier 2008, Mme Calmy-Rey a répondu à la dernière des nombreuses demandes adressées par la KEESA au Conseil fédéral afin que celui-ci présente des excuses aux victimes de l'apartheid et s'engage à leur attribuer des réparations. La Ministre des affaires étrangères a indiqué clairement que la Suisse s'activera contre l'application du Alien Tort Claims Act dans des cas extraterritoriaux et graves de violations des droits humains.

Enfin, nous désirons vous annoncer deux événements:

Samedi, 17 mai à 14h30 (Université de Bâle, Kollegiengebäude, Petersplatz 1, salle 117):

- Dans le cadre du "Afrikafrühling in Basel", la KEESA organisera, en collaboration avec le Afrika-Komitee, une conférence sur le thème de "**La responsabilité des entreprises et des gouvernements** par rapport aux graves violations des droits humains - **Droits et revendications des victimes de l'apartheid**".

Les conférenciers seront Prof. Eva-Maria Belser (Université de Fribourg), Tshepo Madlingozi (Khulumani Support Group) et Barbara Müller (KEESA).

Mardi, 27 mai à 17h30 (secrétariat aki Bern, Alpeneggstrasse 5, 3012 Bern; 10 minutes de la gare):

- **Assemblée générale** de la KEESA avec rapport sur l'Afrique du Sud.

Annexes: 3 coupures de presse



L'audience à la Ville de Cap: académicien-ne-s et représentant-e-s des ONG ...



... et des membres de Khulumani Support Group.



en haut:
Grahamstown, Rhodes University le 14.3.2008 (d.g.à.d.): Prof. Fred Hendricks, Prof. Paul Bischoff, Berend Schuitema (Jubilee).



à droite en haut:
Workshop à Johannesburg (d.d.à.g.): Mascha Madörin (groupe de recherches), Brigalia Bam, Marjorie Jobson (Khulumani).



à droite en bas:
Book Launch à Johannesburg (d.g.à.d.): Jody Kollapen, Sheila Meintjes, Georg Kreis.



Workshop à Johannesburg le 11.3.2008 (d.g.à.d.): Ursula Scheidegger (Wits), Tshepo Madlingozi (Khulumani), Yasmin Sooka (UE commission des droits de l'homme), Dennis Brutus (patron Jubilee), Jody Kollapen.



Ville de Cap le 10.3.2008 (d.g.à.d.): Mascha Madörin (groupe des recherches), Sakwe Balintulo (plaignant), Charles Abrahams (conseiller juridique de Khulumani), Barbara Müller (KEESA).

